

Communiqué du président

La volonté politique, exprimée au plus haut niveau de l'Etat, d'annoncer dans les plus brefs délais la création de l'Ecole d'économie de Paris exigeait de ma part une prise de position immédiate. A partir du moment où il était reconnu qu'un projet d'une telle ambition devait prendre appui sur les deux principaux pôles parisiens que constituent le site du Boulevard Jourdan et la MSE de Paris 1, j'ai pu donner mon accord pour que notre université figure, aux côtés de l'Ecole Normale Supérieure, de l'EHESS et de l'ENPC, comme membre fondateur de ce «campus de recherche et d'enseignement supérieur», selon la dénomination retenue dans le projet de loi pour ce type de coopération thématique. Vous pouvez compter sur mon attention vigilante pour que soient pleinement reconnus le rôle et la visibilité de notre université dans ce projet ambitieux.

Par le potentiel scientifique qu'elle regroupera, l'Ecole d'économie de Paris va constituer le premier pôle européen dans le domaine en termes de classements internationaux. Je suis convaincu de la capacité de nos équipes à s'inscrire dans cette dynamique ambitieuse de coopération, sans complexes ni exclusives. Cette création est, pour notre université, une chance à saisir pour améliorer encore ses formations et ses programmes de recherche, pour renforcer son attractivité internationale, non seulement dans le champ de l'économie, mais aussi en portant des initiatives associant d'autres disciplines.

En matière de formation, la fonction de cette école sera de développer un label commun et une visibilité internationale pour des programmes habilités ou co-habilités par les établissements partenaires. La responsabilité des diplômes et la collation des grades resteront donc de la compétence propre des universités et autres établissements d'enseignement supérieur membres ou associés.

L'organisation prévue sous forme d'une fondation, associant aux membres fondateurs des institutions comme le CNRS et l'INRA, répond à une disposition du projet de loi sur la recherche. Il reviendra donc au Parlement d'apporter les adaptations nécessaires au statut des fondations qui bénéficieront de moyens publics pour accomplir les missions dévolues à ces CRES.

En fonction de l'avancement de la mise en œuvre de ce projet et conformément aux dispositions réglementaires et à nos statuts, il appartiendra aux instances de l'université de confirmer l'engagement de Paris 1 dans l'Ecole d'économie de Paris et de valider les modalités de cet engagement.

Paris, le 3 octobre 2005

Pierre-Yves Hénin

Cabinet du Président
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
12 place du Panthéon
75231 Paris cedex 05
Tel : 01 44 07 77 03/04
fax 01 46 342056